

Tribune socialiste

N° 339 / 14 SEPTEMBRE 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

MICHEL ROCARD

DEVANT LA PRESSE



**Comité
Politique
National**

Résolutions :

**Luttes
sociales**

**La Sécurité
sociale**

**La rentrée
scolaire**

**La révolte
de la
paysannerie**

□ Travaux du C.P.N.

Le Comité Politique National s'est réuni au siège du P.S.U. les 9 et 10 septembre, pour la première fois depuis son élection par le V^e Congrès; il s'était fixé un ordre du jour ambitieux et particulièrement chargé, puisque cinq rapports avaient été au préalable adressés par le Bureau national.

Le texte majoritaire de notre Congrès avait insisté sur la nécessité d'améliorer les méthodes de travail de l'instance dirigeante du Parti, en privilégiant par exemple le rôle des commissions, plus aptes à assurer une participation active de tous les membres du C.P.N. et à préparer pour la séance plénière les options entre lesquelles un choix apparaîtrait nécessaire. Michel Rocard, secrétaire national, proposa donc de consacrer la journée du samedi au travail des commissions et celle du dimanche à la discussion générale; il précisa qu'il s'agissait d'un essai, dont une commission serait chargée d'étudier les résultats, afin qu'une prochaine session puisse mettre au point, en connaissance de cause, un règlement des débats. Au nom de la minorité, Gérard Denecker proposa, au contraire, d'engager au préalable un court débat d'ensemble; il ne fut pas suivi par le C.P.N.

Toute la journée du samedi fut donc occupée par le travail de trois grandes commissions (chacune comprenant une quinzaine de membres).

Le dimanche matin, en séance plénière, le C.P.N. discuta les deux premiers rapports. Robert Chapuis introduisit celui sur l'enseignement, annonçant l'amorce d'une recherche qui devra déboucher dans le courant de l'année prochaine sur des Assises de l'Enseignement et présentant un projet de déclaration sur la prochaine rentrée scolaire (cf. plus loin) : un vif débat, dans lequel Jean-François Kesler, Abraham Béhar intervinrent notamment, permit de mesurer l'importance de problèmes qu'il faudra creuser plus à fond. Marc Heurgon présenta ensuite le rapport sur le travail du Parti et c'est à l'unanimité que le C.P.N. décida de lancer, aussitôt après les cantonales, une vaste campagne d'implantation; des textes furent discutés et adoptés sur le travail en milieu jeune, les rapports entre les E.S.U. et le P.S.U., la restructuration de certaines fédérations qui sera discutée avec les milieux concernés.

Dès le début de l'après-midi, Jacques Malterre présenta le rapport sur les problèmes de l'agriculture, puis celui sur les luttes sociales. A

propos des ordonnances gouvernementales, et particulièrement de celles qui démantèlent la Sécurité sociale, André Barthélémy, André Garnier, Michel Rocard notamment intervinrent longuement. On trouvera plus loin les résolutions sur ces divers sujets qui, une fois amendées, furent adoptées à l'unanimité.

Michel Rocard, enfin, présenta les grandes lignes de son rapport de politique générale qui avait été discuté la veille au cours de plusieurs heures de travail en commission; le secrétaire national rappela les interventions du P.S.U. au sein de l'union de la gauche, notamment à propos de la préparation des cantonales, au sujet de la discussion du programme commun, à l'occasion des élections partielles; il insista particulièrement sur la condamnation par le P.S.U. de toute compromission avec les réactionnaires, gaullistes ou antigaullistes, et fit état des accords conclus à Alès (on devait, le soir, apprendre le brillant succès de la liste P.C.-P.S.U.), à Vichy ou à Saint-Brieuc. Michel Rocard termina en rappelant la volonté du Bureau national de développer les choix du V^e Congrès en faveur de la construction d'un P.S.U. autonome, affirmant sa personnalité en travaillant à l'union de toute la gauche. Il fit savoir que les décisions du C.P.N. ne seraient pas immédiatement communiquées à l'opinion, mais réservées à la conférence de presse qu'il tiendrait le mardi 12 septembre. Au nom de la minorité, Gérard Denecker se félicita de cette initiative; comme il était normal, il tint cependant, trois mois après le Congrès, à rappeler que la minorité restait pour sa part attachée à une analyse différente; il donna lecture d'une résolution que l'on trouvera ci-dessous; il affirma enfin que, par-delà ces divergences, la minorité entendait prendre toute sa part dans les batailles prochaines qu'aura à affronter le P.S.U.

Au total, deux journées de gros travail : il est vrai que ces nouvelles méthodes auront besoin d'être rodées, que l'ordre du jour était sans doute trop chargé. Il est non moins vrai que la discussion doit en permanence se poursuivre au sein du Parti, sans que cela porte préjudice à l'action; le C.P.N., conscient de cette nécessité, a décidé de consacrer à une date non encore fixée quatre journées groupées à la discussion d'une stratégie à long terme, permettant de prendre un peu de recul par rapport aux problèmes de l'actualité immédiate. □

□ Résolution de la minorité

Les signes de l'affaiblissement du régime gaulliste se sont multipliés au cours de ces dernières semaines. L'hypothèse d'une crise intervenant avant la fin de la présente législature est maintenant retenue par la plupart des observateurs politiques.

Cette situation exige que soit hâtée l'évolution de la gauche française aussi bien sur le plan de la détermination d'un programme que sur celui du resserrement de l'unité. Il ne faut pas, en effet, négliger les dangers d'une résurgence des courants centristes au sein de la coalition de gauche. Plus le régime s'affaiblira et plus la tentation des compromis deviendra forte. Tout accord avec une fraction des forces réactionnaires nous conduirait cependant à des échecs et à des désillusions comparables à ceux que nous avons connus dans le passé. Cela rend plus impérieuse la nécessité de développer un effort de clarification politique, mais aussi de consolider et d'élargir les regroupements en cours.

Les dernières ordonnances mettent en lumière la volonté du gouvernement de jouer sur les mécanismes capitalistes classiques. Il n'est pas exclu que les mesures prises, notamment en ce qui concerne le marché financier, entraînent une certaine reprise; mais celle-ci sera fragile et provisoire. La gauche doit profiter de ces circonstances pour opposer à une politique qui répond très directement aux exigences du patronat une politique fondée sur le développement de la planification et la réalisation de grandes réformes de structures.

Nous regrettons que le P.S.U., qui a été depuis sept ans le principal instrument du renouveau socialiste, ne soit pas actuellement placé dans une position qui lui permettrait de peser de tout son poids sur le déroulement des événements et, en premier lieu, sur la discussion du programme commun de la gauche. De même, notre action contre les ordonnances antisociales ne comporte pas un effort efficace pour faire avancer nos propositions au sein des organisations de la gauche et parvenir à une lutte menée en commun.

Nous sommes cependant persuadés qu'un redressement s'opérera dans les mois qui viennent et que la majorité des militants comprendront bientôt la nécessité de faire le choix de l'insertion du P.S.U. dans l'unification des forces de gauche.

Les chances d'une transformation de la future expérience de gauche en une expérience socialiste dépendent en grande partie de ce choix. Pour notre part, nous contribuerons activement à ce redressement, en participant au développement du P.S.U. et en œuvrant pour faire avancer nos idées au sein de toute la gauche. Ainsi, nous renforcerons et rapprocherons les chances de l'alternative socialiste. □

□ Alès : un gros succès

La victoire remportée dès le premier tour à Alès par la liste P.C.F.-P.S.U. et personnalités républicaines, conduite par Roger Roucaute, représente un gros succès. En effet, la liste d'Union de la Gauche obtient 58,4 % des suffrages au lieu de 38,87 % au deuxième tour de mars 1965. En revanche, la liste centriste (S.F.I.O.-M.R.P.) régresse de 37,24 % à 21,3 % et la liste réactionnaire de 23,87 % à 20,3 %.

Dans un communiqué, le Bureau national du P.S.U. remarque que ce résultat inflige « un double camouflet à l'administration gaulliste, qui avait scandaleusement annulé l'élec-

tion de 1965, comme à la coalition centriste M.R.P.-S.F.I.O. qui avait essayé d'exploiter ce coup de force à son profit. L'Union de la Gauche a été victorieuse à Alès. Elle le sera le 24 septembre prochain à Saint-Brieuc et à Auch ».

Le B.N. félicite les quatre élus du Parti :

Germain DAVID, adjoint sortant;

Rémy BLANC, conseiller sortant;

André BALADIER, militant syndicaliste;

Pierre SABATIER, secrétaire de la section P.S.U. d'Alès. □

GRAND MEETING D'UNION DE LA GAUCHE
Soutien de la candidature d'Yves LE FOLL
avec Pierre MENDES FRANCE

Saint-Brieuc, mercredi 20 septembre
21 heures, salle de Robien, à Saint-Brieuc

LA CONFERENCE DE PRESSE DE MICHEL ROCARD (Secrétaire national du P.S.U.)



Guéna

Le test d'Alès, comme les sondages les plus récents, confirment la désaffection croissante des Français à l'égard du régime qui les gouverne. Il n'est bruit que de la succession au point que M. Giscard d'Estaing, parti il est vrai un peu vite, est obligé de faire dire « Que les Français refusent délibérément le retour aux désordres du passé. » C'est une manière de préciser que, du côté de la majorité, personne ne souhaite ouvrir la crise aujourd'hui ce dont on se doutait.

Mais la désagrégation de la majorité n'est pas à son terme. Pour mesurer les risques d'une crise prochaine, il faut en chercher les raisons. Et les chances de la gauche, de parvenir rapidement au pouvoir et de l'exercer efficacement découlent de son aptitude à trouver des solutions aux problèmes qui écartèlent actuellement la majorité gaulliste, et à les affirmer dans l'unité.

Le « oui mais » ne s'explique pas seulement parce que M. Giscard d'Estaing veut se tailler un avenir à la

mesure de son passé déjà brillant. On ne lance pas une stratégie visant une échéance à cinq ans sans de fortes raisons, des assurances et des appuis.

La raison majeure des distances que prennent les Républicains indépendants à l'égard du régime tient à la politique étrangère du Chef de l'Etat. Les intérêts liés à l'économie américaine sont puissants en France. Les milieux politiques qui avaient fondé leur influence sur une orientation atlantique de la politique étrangère française et sur les innombrables liens qui en découlent sont puissants à droite comme au centre. Ils sont même représentés dans une partie de ce que la tradition historique fait inclure encore dans la gauche. Mais pour l'essentiel les électeurs influencés par ces intérêts et ces milieux sont de droite ; ils votent pour de Gaulle et son régime.

Or l'évolution de la situation au Vietnam et la détérioration très générale des positions américaines dans

De nombreux journalistes ont assisté à la conférence de presse de notre secrétaire national, et lui ont posé de nombreuses questions. Dans les limites qui nous sont imparties, au soir même de cette conférence, il nous est impossible de reproduire questions et réponses. Nous le ferons la semaine prochaine.

Disons cependant que l'absence de démagogie, la rigueur du raisonnement ont favorablement impressionné l'assistance. Les travaux du C.P.N. ont été suffisamment nourris pour que l'information fournie soit à la fois substantielle et éclairante.

Dès avant la conférence, le P.S.U. avait dans un communiqué rappelé, en ce qui concerne les élections cantonales, que notre Parti ne saurait cautionner des alliances (avec les centristes, signifiant ainsi qu'il entendait rester fidèle à l'unité de la gauche, et poursuivre ses efforts pour la consolider).

Mais il est vrai qu'une alliance de la gauche ne sera réellement solide que si elle est fondée sur un programme sérieusement élaboré, cohérent et répondant à l'ensemble des questions que les travailleurs de ce pays se posent.

Qu'il s'agisse de la Sécurité sociale, de l'Europe, de la politique américaine, de la situation agricole, le secrétaire national a mis en lumière les contradictions de la majorité, mais aussi les difficultés d'élaboration d'un programme commun de la gauche.

C'est parce que nous savons qu'elles ne sont pas insurmontables, c'est parce que le courant de la gauche socialiste se renforce que nous sommes optimistes.

Et c'est finalement cet optimisme qui est transparu à travers tous les propos de Michel Rocard, dont voici les déclarations.

l'opinion mondiale font qu'il ne suffit plus, pour le clan atlantique, d'hiberner discrètement dans le pays en attendant que se taise le verbe gaullien, trop abstrait jusqu'ici pour menacer sérieusement les intérêts américains en France et leur aptitude à reprendre le contrôle plus ou moins avoué de notre vie publique et économique.

En effet la politique pratiquée par les Etats-Unis d'Amérique partout dans le monde ne laisse plus indifférente l'opinion européenne et française, pourtant difficile à indignier. Au Vietnam, la plus puissante aviation du monde impose des souffrances atroces et inutiles à un petit peuple coupable seulement de vouloir vivre à la manière de son choix. En Amérique latine, les espérances pourtant ténues soulevées par le programme « Alliance pour le Progrès » lancé par le Président Kennedy, disparaissent pour faire place au soutien des dictateurs militaires les plus cyniques. En Grèce, l'intervention américaine, d'autant plus pressante qu'elle est plus discrète, organise le

combat contre un régime simplement libéral. Aux Etats-Unis même, l'impossibilité où est le système dit de la libre entreprise d'assurer un droit égal à l'éducation et à l'emploi à tous les citoyens quelle que soit la couleur de leur peau conduit les Noirs à une protestation de violence croissante, dont les effets sont loin d'être mesurés, mais risquent d'être tragiques.

Devant cette situation, le monde entier s'inquiète. En Amérique latine, la résistance populaire s'organise pour le combat militaire au niveau du continent, comme vient d'en témoigner la conférence de l'O.L.A.S. Pendant ce temps le monde entier semble apeuré, devant les risques fous d'une escalade militaire au Vietnam dont on ne voit pas l'issue. Le grand peuple des Etats-Unis d'Amérique, qui fut le premier du monde à exprimer dans un texte constitutionnel les fondements de la démocratie moderne, qui fut encore capable il y a peu de temps de réduire à néant les tentatives fascistes d'un Mac Carthy et d'un Gold-

water, est pris d'une terrible lassitude politique devant l'évolution de la guerre d'Asie.

L'armée des Etats-Unis subit aujourd'hui le même processus que la nôtre en Algérie voici peu de temps. Des généraux à la compétence militaire certaine sentent et expliquent que les conditions d'une victoire militaire pourtant possible à leurs yeux leur sont interdites pour des raisons politiques qu'ils ne comprennent ou n'admettent pas. On voit dès lors les chefs de l'armée témoigner devant des commissions parlementaires contre l'opinion du ministre de la Guerre. On voit se profiler une candidature Westmoreland à la Présidence des Etats-Unis. On devine surtout que le lobby militaire américain pèse de plus en plus sur la vie publique du pays. Rien d'autre que notre sympathie ne peut aider ce peuple à surmonter la plus grande épreuve que la démocratie ait jamais affrontée chez lui. Rien d'autre, que notre solidarité effective, à tous ceux, hommes et organisations, qui luttent aux Etats-Unis mêmes, pour changer le cours des choses, ne peut aider à cette prise de conscience.

Mais il reste que le visage officiel de la « nouvelle Rome » apparaît repoussant au reste du monde, et surtout au tiers monde unanime. Il reste que le verbalisme gaullien, malgré son impuissance permanente, apparaît aujourd'hui aux peuples du tiers monde comme la seule lueur d'amitié qui émane de l'ensemble des pays développés.

Le Parti Socialiste Unifié n'accorde ni le moindre crédit ni la moindre estime à une politique de prestige nationaliste qui ne s'appuie sur aucun fondement durable. Il faut savoir que la part de l'aide au tiers monde est constamment décroissante dans notre revenu national. Il faut savoir que le régime gaulliste attaque les Etats-Unis partout où cela est sans effet sur notre politique intérieure mais pas au niveau de la pénétration de leurs intérêts en France. Il faut savoir qu'après des protestations verbales pourtant très fermes, l'accord monétaire récemment signé entre les « Dix » principales puissances du Fonds Monétaire International, comporte à la fois une capitulation explicite sur le principe — le retour à l'étalement or étant de toute façon indéfendable, cela n'est pas surprenant — et les conditions techniques de capitulations futures sur le fait : des liquidités supplémentaires seront créées sur la demande américaine lorsque celle-ci deviendra vraiment pressante.

Une véritable politique internationale de paix et de solidarité reste donc à faire. *Le tiers monde tout entier attend de la gauche française l'affirmation claire que la politique étrangère de la France après de Gaulle ne sera pas un retour à la soumis-*

sion atlantique, mais au contraire la traduction dans les faits d'une orientation authentiquement indépendante pacifique et socialiste.

Le malaise qui traverse la majorité gaulliste à propos des humeurs anti-américaines du Chef de l'Etat ne nous concerne pas. Mieux : il doit être clairement établi que la gauche n'entend avoir aucun contact, aucune stratégie commune avec les hommes qui représentent en France le camp atlantique. Une crise de régime ouverte grâce à l'appoint de leurs forces n'ouvrirait en rien la perspective d'une solution de gauche aux problèmes du gouvernement de la France.

La crise de la construction européenne

Un second malaise traverse la majorité de la V^e République : *la construction européenne est en crise*. Répondant à une logique atlantique clairement explicitée, cette construction tendait à la fois à une stabilisation politique des frontières et des régimes en Europe, et à l'organisation sur une base continentale du système économique dit de libre entreprise. Mais elle se heurtait au fait que dans aucun pays du monde l'autonomie de décision du capital privé au sein de l'entreprise ne peut assurer une participation correcte à la vie économique collective des secteurs qui ne sont plus techniquement en pointe. Qu'il s'agisse de l'agriculture, des transports, de l'énergie tout entière et notamment des charbonnages, ou de la sidérurgie, une direction des prix, une orientation des marchés, des conversions sont nécessaires. C'est dire que l'Europe économique appelait une programmation commune, faute de quoi elle éclaterait devant d'éventuelles difficultés économiques sérieuses. Il y avait là une carte à jouer pour les forces socialistes européennes à la fin des années 1950. Elles ne l'ont pas fait, ce n'est pas l'instant d'y revenir. Mais l'urgence d'une telle orientation n'a fait que croître.

Devant cette situation, la diplomatie gaulliste a accumulé les maladresses et les contradictions. Par son nationalisme ombrageux et désuet, elle a interdit toute organisation programmée de l'économie communautaire et s'est ainsi rendue complice des gouvernements libéraux de nos partenaires. De la sorte la construction européenne s'est vue privée de l'aspect interventionniste et volontaire sans lequel elle n'avait pourtant point de sens.

Et puis les difficultés viennent. L'interdépendance croissante des économies interdit les facilités de l'inflation, la hausse générale des taux d'intérêt a alourdi les charges

des entreprises, et le suremploi — général en Europe entre 1960 et 1963 — provoquait partout une surchauffe inflationniste dangereuse. Alors, de la manière la plus classique et la plus traditionnellement nationale, on a partout brisé l'expansion. Faute d'une programmation commune effective, la France et l'Allemagne, surenchérissent dans la stagnation, attendant de laisser l'autre repartir premier pour profiter du champ ainsi ouvert à ses exportations sans assumer les risques monétaires de l'expansion. Partout, chez les Six, comme en Grande-Bretagne, le sous-emploi devient le régulateur officiel de l'économie. Les conversions s'organisent distinctement, l'Allemagne aujourd'hui protège officieusement ses charbonnages. Enfin la communauté vient d'adopter une politique agricole inadmissible, qui revient à sacrifier l'exploitation de polyculture, pour n'encourager que la grande culture du blé et de la betterave, favoriser à terme l'élevage industriel à partir d'aliments tirés de ces produits, et accélérer pour le reste le rythme auquel une main-d'œuvre à bon marché vient s'offrir à l'industrie.

Cette politique condamne à une disparition proche plusieurs millions d'exploitants en Europe. Il n'est pas question de défendre des structures agricoles désuètes, ni de revenir sur la construction européenne. Bien au contraire le P.S.U., comme on le verra, propose une politique différente. Son objet essentiel est d'assurer le plein emploi en Europe notamment pour les agriculteurs qui seront capables de moderniser leurs exploitations et de se grouper, mais sous condition que l'Europe s'alimente en priorité à partir de sa propre production. Cela revient à mettre en cause à la fois la structure de prix proposée par Bruxelles et les résultats du célèbre « Kennedy round ».

Les difficultés ne sont pas moindres dans le domaine industriel. Chacun fait son plan calcul, chacun protège sa sidérurgie. Au total la situation actuelle voit chaque gouvernement chercher des solutions nationales à ses propres problèmes, cependant que la Commission de Bruxelles perd prise sur les événements et que la revendication européenne n'est plus portée, mais avec une acuité croissante, que par la grande industrie capable de résister à la concurrence et par les milieux politiques, démocratie chrétienne et sociale démocratie, qui voyaient dans l'établissement communautaire le moyen de parfaire leur puissance en Europe grâce à l'appui américain.

Cette tentative est directement condamnée par le gaullisme. Mais l'échec politique de Lecanuet, qu'ils avaient pourtant soutenu, a conduit ces milieux à s'accommoder du

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Publicité littéraire :
22, rue de Grenelle
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F

Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

gaullisme. Les frasques de M. Giscard d'Estaing sont aussi l'expression de ces forces divergentes.

Stagnation de notre économie

Enfin un troisième malaise, plus profond peut-être, travaille la majorité. Alors que sa grandiloquence externe et ses vues robustes sur la grandeur française auraient du la conduire à une politique d'expansion sans faiblesse, la majorité gaulliste s'est ralliée aux théories économiques les plus rétrogrades.

Une vue simpliste et fausse de la rivalité économique réduite à la diplomatie monétaire a conduit le régime à donner une priorité absolue à l'accumulation de l'or et des devises. A partir de cet objectif déjà contestable, le régime a défini une politique économique parfaitement déflationniste. Il a brisé les mécanismes de financement de l'investissement sous prétexte que le rôle de l'Etat dans ces mécanismes y était excessif, et, de ce fait, inflationniste à ses yeux. En réalité l'opération, montée par Giscard d'Estaing n'a pas d'autre but que de rétablir des moyens de défense monétaire à une future expérience de gauche, qui est sa crainte la plus réelle. Mais ceci fait le régime n'a pas été capable d'animer les circuits bancaires pri-

vés qu'il entendait développer au point de rendre possible une reprise de l'expansion.

De la même manière alors que le budget de l'Etat est aujourd'hui dans tous les pays la gigantesque pompe aspirante et foulante qui imprime son propre rythme à l'économie générale, une limitation budgétaire voulue paralyse l'Education nationale, la recherche scientifique, le secteur social du logement, la construction hospitalière et l'équipement collectif de nos villes. On sait pourtant depuis trente ans que les recettes fiscales ralentissent plus vite que les dépenses en période de stagnation, et qu'à l'inverse l'expansion engendre une croissance des recettes au moins aussi rapide que celle des dépenses. On sait aussi — depuis Roosevelt ! — que le problème est d'amorcer la pompe. Encore faut-il le vouloir.

De cette politique, les conséquences sont claires et connues : montée du chômage, stagnation du pouvoir d'achat, ralentissement de l'équipement, affaiblissement de notre compétitivité internationale, et même, ô paradoxe, reprise de la hausse des prix.

Les ordonnances

Le régime a tenté d'apporter quelques palliatifs à cette situation en procédant par ordonnances. Cas par cas, le P.S.U. a déjà fait savoir ce qu'il convenait à ses yeux d'en penser. Résumons-nous : l'intérêt n'apporte aux travailleurs aucune augmentation réelle de leurs revenus et aucune solution à leurs difficultés. À terme, les salariés seront conduits à s'intéresser aux comptes et à la gestion de leurs entreprises ; mais bien avant celles-ci seront plus incitées que jamais à dissimuler des bénéfices, dont pourtant l'Etat remboursera par les détaxations la part versée aux travailleurs.

Les ordonnances sur l'emploi comportent sans contexte d'excellentes dispositions mais n'aboutissent à la création d'aucun emploi nouveau, ce qui est pourtant le fond du problème.

A la Sécurité sociale le régime a appliqué sa politique budgétaire ordinaire. C'est aux budgets modestes, et en l'occurrence aux malades qu'il impose les charges d'un équilibre dont le calcul comme le principe sont contestables. Il a commis en outre une atteinte grave aux droits des assurés en établissant pratiquement la domination du patronat sur l'ensemble du système, en mettant les caisses dans l'obligation, pour l'avenir, de réduire les prestations si elles ne peuvent parvenir à l'équilibre.

Enfin les aides à la concentration et à la décentralisation participent d'un principe bien connu en ces matières : à l'Etat les risques financiers et les charges, au capital privé les bénéfices éventuels. L'impuissance du capital privé à assurer un développement équilibré du pays devait pourtant conduire à une politique beaucoup plus ferme dont la planification régionale, la politique du Crédit national et du Fonds de développement, et le rôle d'un secteur public en constante expansion devaient être les leviers essentiels.

Dans l'ensemble, les ordonnances ne sont pas les moyens d'une politique de relance, et les travailleurs, menacés dans leur emploi comme dans leurs revenus, se détachent de plus en plus d'un gouvernement aussi visiblement hostile à leurs intérêts.

Et la majorité prend peur. Et les Républicains indépendants tentent de s'en désolidariser. Pourtant, de cette politique, de Gaulle a été l'initiateur, Pompidou l'organisateur, Giscard le réalisateur et Debré le continuateur. Leur solidarité est totale. Mieux, M. Giscard d'Estaing est l'homme qui l'a le plus profondément pensée et définie, l'homme qui en a assumé les aspects les plus réactionnaires. *Dans toute la mesure où il est candidat à la succession, Giscard est pour la gauche un ennemi prioritaire.*

**

Une telle situation ne se remonte pas vite. Bien des éléments sont même réunis pour qu'elle persiste et continue à se dégrader. Les divergences de la majorité doivent donc logiquement s'accentuer. C'est ce qui conduit la gauche à penser en termes de succession prochaine, et par conséquent à la préparer pour l'assumer et l'arracher.

Priorité à un véritable programme commun

Pour que la gauche présente une alternative claire au régime actuel, elle doit remplir deux conditions indissociables : présenter des solutions audacieuses, détaillées et cohérentes, et garantir par la clarté de son unité et de ses alliances qu'elle sera capable de les appliquer. Aucune de ces conditions ne peut suffire si l'autre n'est pas remplie, et malheureusement la réalisation de la première est moins avancée que celle de la seconde.

C'est pourquoi le Parti Socialiste Unifié, au cours de son dernier Comité Politique National a consacré l'essentiel de ses travaux à l'étude d'un certain nombre d'éléments de programme qu'il entend soumettre

dans les semaines qui viennent à ses partenaires de la gauche.

La discussion du programme commun, qui va commencer tant avec le Parti Communiste Français qu'avec la Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste pose cependant dès l'abord un problème de méthode.

Le programme commun ne peut pas être pour nous le minimum commun des programmes. Un programme en effet se définit à la fois par une liste d'objectifs ou de revendications, et par la cohérence qui les lie. Le fait de trier parmi les objectifs des diverses organisations, pour faire un catalogue de ce qui est revendiqué dans les mêmes termes par chacune d'elles, ne suffit pas à déterminer une politique cohérente. Il y faut une discussion plus complète, et des choix clairs concertés en commun. Cela suppose des échanges ouverts multiples, et sans doute l'étude et l'adoption de solutions nouvelles.

Cela revient à dire tout d'abord que la discussion des programmes ne se fera pas seulement autour des tapis verts. Toute force de gauche, syndicale ou politique, qui a l'occasion d'un combat précis explicite ses objectifs et en précise le lien avec la lutte globale contre le régime, fournit des éléments au futur programme commun.

Il ne peut donc y avoir de préalable à la discussion de ce programme commun. Le Parti Socialiste Unifié n'entend mettre aucune condition à la délibération commune, mais il entend du même coup réservé son approbation finale. Les expériences anglaise et italienne montrent à l'évidence la fragilité de tentatives gouvernementales qui ne s'attaquent pas dès l'abord aux structures économiques de nos pays. S'il apparaît aux termes des discussions que la gauche tout entière peut adopter des objectifs plus ambitieux, aux prix de moyens plus énergiques, alors nous serons les défenseurs les plus énergiques de ce programme commun. S'il apparaît en revanche qu'une sorte de résignation collective s'est abattue sur la gauche et que ses principales forces politiques n'espèrent qu'une restauration démocratique sans refonte profonde des structures du pays, alors le P.S.U. s'inclinerà au nom de l'unité mais n'assurera pas à cette tentative la caution de sa participation militante.

Cependant la situation politique nous paraît permettre de parvenir à un véritable programme de transformation sociale. Et ceci nous conduit à poser à nos amis communistes une question. Ils ont fait connaître publiquement voici quelques jours que la dénonciation du pacte atlantique, le refus du Marché commun, et le projet de la Constitution de la V^e République n'étaient pas des préalables à l'adoption d'un programme commun. Ce vocabulaire n'est pas clair. S'il s'agit de confirmer que les dis-

cussions peuvent s'engager même si de tels objectifs ne figurent pas explicitement dans les programmes des organisations partenaires, nous en sommes d'accord. S'il s'agit de préciser que le programme commun peut ne pas comporter tel de ces points, nous en sommes d'autant plus d'accord qu'au moins pour les deux derniers la politique du P.S.U. ne peut se traduire par de telles formules. Mais s'il s'agit de laisser entendre que le programme commun pouvait se situer suffisamment loin des positions de tel parti contractant pour que celui-ci continue à les défendre même à l'encontre d'un gouvernement auquel il serait associé, alors il s'agit d'une position inacceptable. Le P.S.U. ne conçoit le programme commun de la gauche que comme destiné à être défendu et appliqué en commun.

On doit se féliciter cependant de ce que les orientations des différentes forces de gauche se précisent dans ce sens. Ainsi la formule du *contrat de législature* qui traduit au niveau parlementaire et constitutionnel l'alliance entre les formations qui ont élaboré un programme commun, formule proposée tout d'abord par Pierre Mendès France, a reçu successivement l'approbation de la Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste, puis tout récemment du Parti Communiste Français.

Le rôle gouvernemental et parlementaire du programme commun étant ainsi défini, il reste à l'élaborer. Il doit être complet et cohérent.

Il ne saurait être question ici de décrire un tel programme dans sa totalité. A l'occasion du dépôt du V^e Plan devant le Parlement, le P.S.U. avait tenté de décrire une politique économique globale. Les prochains débats budgétaires à l'Assemblée nationale seront une nouvelle occasion de définir avec précision et de manière chiffrée ce que serait la politique de la gauche.

On peut cependant donner une image de ce qu'est une politique cohérente, c'est-à-dire une politique assortissant des ressources aux dépen-

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

ses et des moyens aux objectifs à l'occasion de certains problèmes spécifiques.

Parmi d'autres travaux, notre Comité Politique National a notamment consacré son attention à la Sécurité sociale et à l'agriculture.

La Sécurité sociale

En ce qui concerne la Sécurité sociale tout d'abord, la critique de la politique gouvernementale et les propositions qu'avance le Parti Socialiste Unifié s'organisent autour de cinq thèmes.

1^o Une remarque évidente mais trop oubliée consiste à noter que les dépenses de la Sécurité sociale augmentent comme le veut la structure de la population française. C'est dire que leur vitesse de variation change peu. En revanche les recettes augmentent comme la masse des salaires, donc comme l'activité économique. Une politique de stagnation provoque de ce fait des difficultés financières bien plus lourdes qu'une politique d'expansion. La recherche d'un développement rapide du bien-être collectif est donc un élément important de l'équilibre de la Sécurité sociale.

2^o Dans le domaine de la maladie, les dépenses de la Sécurité sociale sont évidemment liées au coût des soins, c'est-à-dire à l'économie de la médecine. Le profit des laboratoires pharmaceutiques est considérable en France, mais il n'est réinvesti dans la recherche que pour une très faible part : il n'a donc plus de justification sociale ; la nationalisation de l'industrie pharmaceutique et la limitation de ses frais de publicité à 5 % du chiffre d'affaires sont de nature à assurer des baisses de prix substantielles. De la même manière, les prix de journée hospitaliers peuvent être abaissés dans une grande mesure sous trois conditions :

— la construction des hôpitaux est une charge publique qui doit être budgétisée et non amortie dans les prix de journée ;

— la construction de maisons de retraite en nombre suffisant évitera d'encombrer les hôpitaux de personnes âgées que l'on y garde au prix fort, faute de savoir où les faire accueillir ;

— surtout, il doit être mis fin à la rente du secteur des cliniques privées, qui sélectionnent des risques rentables pour ne laisser au secteur public que les cas graves et par conséquent coûteux.

D'autre part, la médecine de consultation elle-même peut voir son coût abaissé par une éducation économique des médecins, destinée à les éclairer sur le coût et la légitimité de leurs ordonnancements pharmaceutiques, et par l'encouragement à la création de cabinets de groupe à équipement polyvalent.

3^o On ne peut apporter de solutions aux problèmes de la Sécurité sociale, qu'en la prenant dans son ensemble et non pas en considérant le seul régime général. Ainsi, les régimes spéciaux dont la population cotisante augmente moins vite que les ayants droit ou les retraités sont tous déficitaires : mines, R.A.T.P., S.N.C.F., salariés agricoles. Le fait d'isoler leurs comptes par rapport à ceux des autres catégories professionnelles n'a aucune signification, et si l'on souhaite donner un jour les mêmes droits sociaux à tous les Français cela signifie que l'on admet une compensation comptable entre tous les travailleurs. Dès lors la fameuse notion de charges indues perd toute signification financière et politique : s'il est évident que l'allocation logement et l'équipement hospitalier doivent relever du budget de l'Etat, il est non moins clair que les transferts comptables entre professions salariées n'apparaissent que comme le fruit d'une tradition historique, les régimes spéciaux ayant été constitués longtemps avant le régime général. Dans la mosaïque incroyable qu'est aujourd'hui la Sécurité sociale, un gouvernement de gauche introduira d'abord la clarté et la solidarité.

4^o L'organisation financière du système ne peut être isolée du budget de l'Etat. Les charges du système sont de trois types, la maladie, les retraites et les charges familiales. Si le nombre des personnes âgées et des enfants augmente plus vite que le nombre des actifs, comme c'est le cas en France, il n'est pas juste de faire porter sur les travailleurs actifs un poids croissant au titre de la seule redistribution sociale. Bien au contraire l'impôt doit établir une plus grande justice entre l'ensemble des charges prélevées sur le pays et l'ensemble des avantages qui sont ensuite reversés. Dans un système en déséquilibre démographique, l'idée d'équilibre financier de la Sécurité sociale n'a pas de sens. On le voit d'ailleurs à ceci que les ordonnances ne règlent rien de définitif pour l'avenir à cet égard. Ce qui a un sens est d'examiner l'ensemble des charges que la nation peut supporter, d'y faire des choix, et de répartir les financements par impôts ou cotisations sociales, en fonction des nécessités économiques. C'est pourquoi l'isolement comptable des risques et l'obligation d'équilibre qui leur est imposée par le gouvernement sont à la fois inéptes et scandaleux.

L'idée de proportionner la dépense à la masse des cotisations prélevées sur l'activité économique est en revanche admissible en matière de maladie, faute d'autre limite connue. Mais les économies doivent être recherchées sur les coûts et non par la diminution des prestations.

5^o Dans la mesure même où, une fois les économies évoquées (§ 2) faites, le système de redistribution



Michel ROCARD durant sa conférence de presse. A droite, Manuel BRIDIER, à gauche, Marc HEURGON.

Keystone

sociale pourrait avoir encore besoin de ressources budgétaires, il n'y a pas lieu de lier les formes de sa gestion à celles de son financement. Le Parti Socialiste Unifié se prononce en faveur d'une gestion par les représentants des travailleurs et non pas sous le contrôle du patronat ; il rejette donc l'ordonnance gaulliste sur ce point également. Mais la raison de cette position est moins une mythique propriété des cotisations que la volonté de confier aux intéressés le soin de faire évoluer progressivement le système de santé du pays.

Cette position conduit le P.S.U. à demander l'abrogation des ordonnances concernant la Sécurité sociale. Il demande à ceux de ses membres dont l'engagement syndical le leur permet de militer au sein des cartels de défense de la Sécurité sociale. Il déposera en temps voulu une proposition de loi portant réforme du système.

L'agriculture

Les travaux du Comité Politique National ont également porté sur la situation agricole. On trouvera en annexe la résolution adoptée sur ce problème. Elle s'inspire du même souci : analyser complètement les données d'une situation pour ensuite définir les mesures précises capables d'y porter remède.

Nous voulons seulement ici souligner avec force que le problème de l'agriculture est le plus grave et le plus angoissant des problèmes so-

ciaux posés au pays à l'occasion de la rentrée d'automne. On ne voulait pas impunément plusieurs millions de personnes en Europe, plus d'un demi-million en France, à quitter la terre, plus vite encore qu'elles ne le prévoient, et rechercher des emplois salariés, en pleine période de stagnation, pour assurer une existence de plus en plus menacée. Le gouvernement français, en approuvant la politique définie à Bruxelles a pris la responsabilité de désordres graves.

L'Europe

Le redressement de cette politique appelle des mesures internes, qu'évoque le document joint. Il appelle également un réexamen des décisions prises par la Communauté Economique Européenne.

Le Parti Socialiste Unifié a déjà souligné qu'à ses yeux la construction européenne avait atteint un seuil irréversible. Il a dit aussi que la recherche d'une transformation profonde du système social qui nous régit n'a de sens qu'au niveau européen. La France est une unité trop petite aujourd'hui pour que l'autonomie technologique et économique ait un sens à son niveau.

Mais cela ne justifie pas n'importe quelle construction européenne.

Devant la crise que traverse aujourd'hui l'institution bruxelloise, crise qu'explique l'analyse traditionnelle de l'économie libérale, la proposition des milieux européens con-

siste à accélérer la mise en place d'institutions politiques supranationales.

C'est à nos yeux mettre la charrue avant les bœufs et en fait accélérer la crise. Car de telles institutions, dans la période actuelle, ne pourront rien contre le fait que chacun des six pays tend à soulager ses difficultés internes par l'adoption de solutions de protection nationale. La partie européenne se gagne ou se perd dans l'ordre économique aujourd'hui. Le mécanisme des délégations de pouvoir et de la supranationalité n'y changerait rien. Bien au contraire, précipiter cette évolution reviendrait à consolider la puissance des milieux du grand capital industriel lié aux Etats-Unis, au niveau de la Communauté. La concurrence interne et externe en serait avivée, les crises locales se multiplieraient comme actuellement celles de la Wallonie et de la Lorraine. L'Europe n'aurait rien à gagner que sa propre désintégration.

La solution doit être autre : devant chaque problème et chaque difficulté, des solutions communautaires sont possibles, qui préserveraient les intérêts des habitants de l'Europe. C'est le cas à l'évidence pour la politique agricole, et c'est aussi le cas pour la politique énergétique par exemple. C'est seulement lorsque de telles politiques auront pu être définies, dans un sens compatible avec son orientation socialiste, qu'un gouvernement de gauche français acceptera de déléguer à une administration communautaire les pouvoirs de gérer une politique qu'il aura directement contribué à mettre au point.

Ces politiques ne seront cohérentes que si elles s'intègrent dans une programmation d'ensemble. Une programmation économique commune est aujourd'hui la condition nécessaire pour faire surmonter à l'Europe les difficultés actuelles. Ainsi prendra naissance une vie économique et sociale commune, d'où découleront des relations entre les forces sociales et politiques. Il ne sera opportun d'institutionnaliser la vie politique communautaire que lorsque ses raisons d'être seront assurées. La programmation communautaire est donc aujourd'hui le test du succès de la construction européenne, comme elle est la condition que devront accepter les nouveaux pays désireux de rejoindre la Communauté, et dont le P.S.U. souhaite au demeurant la présence.

L'alliance de la gauche

Par ces quelques références, Sécurité sociale, agriculture, Europe, nous entendons illustrer divers éléments de programme et surtout une méthode, et non présenter une politique complète. Il y faut d'autres formes d'expression. La rentrée parlementaire en sera l'occasion.

Sur tous ces points, comme sur l'ensemble des autres, les discussions de programme commun dans la gauche devront comporter l'étude des diverses solutions possibles et le choix d'un ensemble de décisions cohérentes entre elles. C'est seulement de la sorte que la solution de gauche se présentera nettement aux yeux des Français.

Cependant, nous l'avons dit, la solidité du programme n'est rien sans la clarté des alliances et réciproquement. Le meilleur des programmes ne peut être appliqué que s'il jouit de la confiance des forces sociales sur lesquelles une gauche véritable s'appuie. Cette confiance est d'autant plus forte que l'adversaire également est clairement désigné. L'adversaire aujourd'hui, ce sont les forces de conservation sociale, quelque visage qu'elles prennent, et sans oublier surtout celui du centrisme.

Nous avons fait dans le passé, et nous ferons tout pour établir entre les différents partenaires de la gauche des alliances claires et de plus en plus solides. Cela ne concerne pas que les partis politiques. Les syndicats devront finalement participer en tant que tels aux discussions, qui aboutiront à l'élaboration d'un programme commun.

Nous insistons sur ce point, sans ignorer les difficultés présentes et à venir, issues de cette procédure. Il est pourtant clair que sans la participation des syndicats, sans la prise en considération de leurs objectifs et de leurs revendications, il ne sera pas possible de bâtir une politique qui réponde réellement aux aspirations populaires.

Il reste que dans l'immédiat une politique d'alliances rigoureuse s'impose aux partis politiques de la gauche. Il n'y a pas de scrutins majeurs, et de scrutins mineurs, en fonction desquels on pourrait bâtir une stratégie et une tactique différentes.

Bien au contraire une gauche qui prétend à une succession prochaine ne peut tenir pour mineure la première consultation électorale qui se déroule après l'adoption des ordonnances gaullistes et les événements de l'été. Il ne suffit pas de dénoncer certaines mœurs de la IV^e République, encore que ces dénonciations nous réjouissent. Il faut prouver par les actes et sur le terrain que l'on y renonce effectivement.

Nous ne saurions de ce point de vue cacher nos inquiétudes en ce qui concerne les très prochaines élections cantonales.

La définition précisant que les candidats de la gauche « ne doivent en aucun cas faciliter l'élection d'un U.N.R., ni être élus par les voix U.N.R. » nous paraît notoirement insuffisante. Nous ne saurions cautionner de quelque manière que ce soit, et sous quelque investiture

qu'ils se présentent, les candidats du centre et de la droite. Pas plus que nous ne rechercherons leur appui.

Nos candidats se refuseront à tout compromis sur ce point.

Nous ne faisons d'ailleurs qu'appliquer, dans leur lettre comme dans leur esprit, les orientations qui ont été définies par François Mitterrand à l'occasion de sa candidature aux élections présidentielles et des élections législatives.

La gauche ne gagnera d'immenses secteurs de l'opinion qui ont pu s'égarer et soutenir pendant un temps le gaullisme, que si elle sait faire preuve, à la fois d'invention dans ses idées et de rigueur dans ses comportements.

Le Parti Socialiste Unifié est lucide quant à ce qu'il est et quant à ce qu'il peut. Notre rôle ne se

définit que dans le cadre de l'alliance de la gauche. On a dit que le P.S.U. est la mauvaise conscience de la gauche. Pour être vraie, cette formule n'en est pas moins incomplète : nous ne sommes pas des témoins. Par l'élaboration inlassable de propositions, par la participation directe à la lutte politique et sociale dans tous les domaines de notre vie publique, et par une tactique électorale qui s'attache à la recherche de l'unité mais ne veut couvrir aucun compromis centrisme, quoi qu'il puisse en coûter à nos forces même limitées, nous entendons pousser à la victoire d'une gauche socialiste renouvelée. Notre succès dans ce combat ne se mesurera pas seulement à notre place dans l'alliance, mais aussi au contenu même de cette alliance, à sa rigueur comme à sa solidité. Tel est l'apport qu'entend faire le Parti Socialiste Unifié au combat et à la victoire communes. □

Elections

Vichy : un test intéressant

Il n'est pas trop tard pour revenir sur l'élection de Vichy qui vient de constituer un test intéressant pour l'unité de la gauche. Dès l'annonce de l'élection partielle, provoquée par la mort de l'ancien maire Coulon et de deux autres conseillers municipaux, il apparut que la droite aborderait la bataille divisée. En effet, deux listes se réclamant de l'étiquette indépendante s'opposaient, l'une soutenue par la municipalité, l'autre conduite par M. Frelastre. Occasion pour leur opposer l'unité de toute la gauche ? Ce n'est pas ainsi que l'entendit le suppléant radical Corre de l'actuel député F.G.D.S. Péronnet, puisqu'il refusa toute discussion avec le Parti Communiste et entreprit de constituer une liste radicale dont l'intention manifeste était d'attirer de nombreuses voix centristes, en se déclarant apolitique. Il appartint au docteur Pelage, ami depuis toujours du P.S.U., de renouer patiemment les contacts : il obtint l'accord du docteur Guillaumin et de la Fédération, du P.C., puis celui du militant syndicaliste Prêteux et de la Fédération S.F.I.O. (1). Ainsi fut constituée une liste d'Union de la gauche, composée d'un Communiste, d'un P.S.U. et

d'un S.F.I.O. ; pour la première fois à Vichy, les trois formations de gauche abordaient unies la bataille.

Le résultat ne se fait pas attendre. Au premier tour, le 3 septembre, la liste d'Union de la gauche arriva devant la liste radicale et cette dernière se désista en sa faveur. Lors du second tour, le 10 septembre, trois listes seulement se trouvèrent donc en présence : les deux listes de droite continuaient à s'opposer, tandis que, théoriquement au moins, toutes les voix de gauche auraient dû se retrouver sur la liste d'union. S'il en avait été réellement ainsi, la victoire était acquise. En fait, c'est la liste indépendante de Frelastre qui a été élus avec 4.888 voix contre 3.237 à la liste de gauche et 3.219 à la liste soutenue par la municipalité. Force est bien de constater que plus des deux tiers des voix radicales du premier tour ne se sont pas retrouvées à gauche au second, mais ont rejoint les listes de droite. Il n'en reste pas moins que la liste constituée à l'initiative de notre ami Pelage a progressé d'environ 1.000 voix ; elle devance la liste municipale dans une ville aussi réactionnaire que Vichy ; elle permet de poser en des termes nouveaux le problème des prochaines cantonales. □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
PERSONA (Suédois)
(V.O.)

(1) C'est sur la foi d'informations inexac-
tes que l'éditorial de la semaine dernière
mentionnait que le candidat S.F.I.O. sur
la liste d'Union de la gauche n'avait pas
l'investiture de sa Fédération départementale. M. le sénateur Rougeron nous a fait remarquer cette erreur dont nous nous excusons vivement.

□ Le P.S.U. et les luttes sociales

I. — La France, comme les autres pays d'Europe occidentale, entre dans une période où la croissance économique deviendra beaucoup plus difficile à la suite de la politique de stabilisation pratiquée par les principaux gouvernements du Marché commun. Même si l'expansion allemande reprend dans un délai rapproché, rien ne permet d'espérer que les taux de croissance atteints entre 1954 et 1966 pourront être obtenus dans notre pays. Les travailleurs et les syndicats affrontent d'ores et déjà des difficultés dues aux licenciements et aux déclassements; ils ne peuvent raisonnablement croire qu'elles seront passagères. Les jeunes et les femmes en particulier trouvent de plus en plus difficilement à s'employer et représentent un pourcentage croissant des travailleurs sans emploi.

Malgré ses prétentions à l'indépendance, le régime gaulliste, fidèle en cela à ses origines sociales, pratique dans cette nouvelle conjoncture une politique ouvertement favorable aux classes dirigeantes et défavorable pour le niveau de vie des travailleurs. Pour préparer les entreprises capitalistes à l'échéance de 1968 (libération totale des échanges à l'intérieur du Marché commun), il pousse à la concentration des entreprises, au détriment des travailleurs, sans se soucier véritablement d'une meilleure utilisation des ressources humaines et techniques. Par sa politique financière, il essaie de créer les conditions d'une plus grande rentabilité des activités capitalistes, et n'hésite pas pour cela à imposer de lourds sacrifices aux salariés (réforme de la Sécurité sociale, hausse des prix, hausse des loyers, etc.).

Contrairement aux affirmations gouvernementales, cette attaque contre le pouvoir d'achat des masses populaires ne crée aucune perspective d'amélioration de la situation après quelques mois. En fait, la politique économique du régime suscite le chômage et risque en même temps de susciter une nouvelle poussée inflationniste. Le P.S.U. déclare solennellement qu'il ne faut en aucun cas faire confiance à une telle orientation de classe.

II. — Dans ce contexte, malgré la progression indéniable des luttes syndicales au cours de 1967 (17 mai 1967), l'activité revendicative des travailleurs se heurte à de nouvelles difficultés. En effet, pour mettre en échec les ordonnances et la politique Debré, il faut mettre le régime lui-même en échec. Cela veut dire que le mécontentement des travailleurs

a besoin, pour se concrétiser, d'une perspective politique véritablement mobilisatrice : c'est-à-dire de la perspective d'un changement radical du système économique et social. De plus en plus nombreux sont d'ailleurs les militants syndicaux qui ressentent la nécessité d'un débouché politique aux luttes revendicatives, tant pour dépasser un horizon étroitement corporatiste que pour relier entre eux les différents thèmes de revendications.

De ce point de vue, la responsabilité des partis de gauche est plus grande que jamais. Il leur appartient dès maintenant de créer les conditions d'une véritable solution de remplacement au régime en mettant au point un programme économique offensif comportant des réformes de structure anticapitalistes qui rompraient avec les positions purement défensives trop souvent retenues dans le passé.

III. — L'élaboration d'un tel programme est une condition indispensable à la définition d'une nouvelle stratégie des luttes sociales qui fasse le lien entre l'action revendicative quotidienne et la contestation politique globale du système. En effet, c'est seulement si les travailleurs ont la conviction que les solutions préconisées par les organisations politiques ont pour objet de satisfaire réellement et durablement leurs besoins et leurs aspirations les plus légitimes, qu'ils s'engageront véritablement dans l'action contre le régime.

C'est pourquoi le P.S.U. propose, en vue de favoriser l'unification des luttes politiques et syndicales, autour du problème prioritaire de l'emploi, les thèmes d'intervention suivants :

- généralisation et coordination des luttes contre les licenciements;
- pas de licenciements sans réemploi dans des conditions de rémunération et de travail équivalentes dans la même région;
- pas de reconversion entraînant des déclassements;
- interdiction des lock-outs;
- interdiction des licenciements de responsables syndicaux ou de délégués;
- les sections syndicales dans les entreprises doivent avoir le droit de procéder à leur activité dans l'enceinte même de l'entreprise (réunions, diffusion de tracts, déplacements de responsables);
- les primes, les avantages en nature, les indemnités pour chômage partiel ne doivent être retirés que sur accord des comités d'entreprise ou d'établissement;

- les comités d'entreprise ou d'établissement doivent avoir accès sans restriction à la comptabilité et aux plans de production;
- retour progressif aux 40 heures sans diminution de salaire;
- suppression des zones de salaires.

En même temps, le P.S.U. ne dissimule pas qu'il est impossible de résoudre définitivement le problème de l'emploi sans s'attaquer à la logique du profit qui domine notre économie, sans opposer aux choix du gouvernement et des grands monopoles capitalistes des choix dictés par les besoins réels des travailleurs.

Pour faire face au chômage et au sous-emploi, il est indispensable de réaliser *l'extension et la transformation* du secteur public de l'économie afin qu'il puisse agir systématiquement en disposant des leviers essentiels d'une politique d'expansion. Un gouvernement au service des travailleurs doit en effet pouvoir lutter contre le déclin de régions entières par l'amélioration de l'équipement public, par la création d'entreprises nouvelles, par l'extension, la diversification et la transformation des industries échappant déjà au secteur privé. □

Résolution adoptée à l'unanimité.

□ Sécurité sociale : une réforme injuste et dangereuse

I. — Profitant des vacances et en dehors de tout contrôle parlementaire, le gouvernement vient de porter des coups sérieux au pouvoir d'achat des travailleurs et à leur Sécurité sociale.

Dépoussiéris plusieurs années, chacun sait qu'il y a un problème du financement de la Sécurité sociale. Il est bien connu qu'il n'y a aucun lien entre l'évolution de la masse des salaires et le coût des soins, qu'il n'y a pas non plus de concordance entre la progression du nombre des Français actifs et des Français non actifs.

Les deux questions fondamentales sont donc en premier lieu de déterminer quelle part de son revenu la nation doit consacrer à la protection de la santé dans son sens le plus large (ce n'est pas un problème différent que de savoir quelle part la nation entend attribuer à l'éducation). En deuxième lieu, il faut que les élus de la nation fixent, sur la proposition du Plan, selon quel rythme les revenus complémentaires attribués aux familles et aux personnes âgées doivent progresser régulièrement en valeur réelle.

L'actuel système de financement de la Sécurité sociale ne pouvait mener qu'à une impasse. Mais il faut aussi souligner qu'en mettant en œuvre une politique de stabilisation quasi permanente et en réduisant la progression des salaires, le gouvernement a encore aggravé le problème. Comme dans le même temps il ne prenait aucune disposition pour réduire les dépenses inutiles, notamment celles de publicité médicale, pour reprendre ne fût-ce qu'une partie des profits de l'industrie pharmaceutique et pour moderniser rapidement le système hospitalier, il n'y

avait plus d'autre solution dans l'immédiat que la prise en charge du déficit par le budget ou la diminution des droits des assurés.

II. — *Le P.S.U. dénonce la solution financière du gouvernement comme étant la plus mauvaise, la plus injuste, la plus dangereuse.*

Le gouvernement ne s'en est pris d'abord qu'au régime général pour diviser les travailleurs ; il espère sans doute que l'émotion soulevée par les ordonnances s'atténuerait peu à peu et il s'attaquera alors aux régimes particuliers qui concernent six millions de Français.

Les décisions financières prises sur le régime général sont déjà très inquiétantes pour l'immédiat. La réduction du pouvoir d'achat et l'alourdissement des charges des entreprises va porter un nouveau coup à la conjoncture économique, alors que celle-ci devrait être soutenue par un accroissement de la consommation.

A terme, les dispositions sont injustes et dangereuses. L'augmentation du ticket modérateur sur les soins, la création d'un ticket « d'ordre public » après intervention des mutualités va obliger les familles les plus modestes à moins bien se soigner et d'une manière générale va pénaliser les malades. Sur ce point, l'abrogation pure et simple doit être demandée sans trêve par toutes les organisations soucieuses de défendre la santé des Français et de faire respecter les libertés considérées comme essentielles par les mutualistes.

Le plafonnement des recettes du régime maladie et l'obligation de réaliser un strict équilibre sont également dangereux. Puisque les dé-



Un avenir déjà incertain

A.D.N.P.

penses normales de santé croissent plus vite que les salaires et que le patronat, maître des caisses, se refusera à l'augmentation des cotisations, la solution adoptée dans les années à venir pour combler les déficits sera presque inévitablement, d'abord de rogner sur les dépenses d'action sanitaire et sociale, qui permettraient de résoudre bien des cas sociaux et de faire des réalisations intéressantes; ensuite, de diminuer les prestations.

Les assurés les plus fortunés s'adresseront de plus en plus au secteur libre des soins. La distinction entre une médecine des pauvres et une médecine des riches tendra à s'imposer.

III. — Le P.S.U. répète qu'il était possible d'éviter le déficit si des réformes structurelles avaient été engagées depuis longtemps. *Aujourd'hui encore, on pourrait éviter de réduire les droits des assurés en transférant un certain nombre de charges du régime général au budget de l'Etat, donc à la collectivité nationale.*

L'allocation-logement n'a rien à voir avec la Sécurité sociale; dans ce domaine, l'action de la collectivité doit être financée par les ressources fiscales. C'est également le budget qui doit prendre en charge les déficits de certains régimes spéciaux pour lesquels il est normal que la nation, dans son ensemble, fasse un effort. Il est cependant clair que la charge sociale supportée par les gros agriculteurs est sans rapport

avec leurs revenus. A l'occasion de la hausse des prix du blé et de la betterave, il était normal de relever très fortement le plafond pour les grandes exploitations bénéficiant de ces augmentations considérables de revenus. Enfin, il n'est pas normal que les prix de journée comprennent la quasi-totalité des dépenses et amortissement de la construction des hôpitaux.

La baisse de 3 % du prix des médicaments est un effort tout à fait insuffisant demandé aux trusts et aux pharmaciens. Le seul plafonnement des dépenses de publicité à 5 % du chiffre d'affaires pourrait permettre d'abaisser le prix des médicaments d'au moins un pourcentage égal.

Il va de soi également que les sanctions à l'égard des chefs d'entreprise qui n'acquittent pas leurs cotisations ou ne les acquittent qu'avec beaucoup de retard sont tout à fait inopérantes.

Enfin, le P.S.U. estime qu'il n'y a pas lieu de contester le principe du déplafonnement des cotisations puisque aussi bien il est profondément choquant de maintenir un prélèvement social inversement proportionnel aux revenus.

Ces différentes propositions montrent que la gauche est parfaitement capable d'opposer des solutions progressistes aux mesures prises par le gouvernement.

Si ces propositions avaient été adoptées à temps, il n'y aurait pas en 1967 de problème de déficit du régime général.

IV. — Mais le rétablissement des moyens d'action du régime général ne saurait suffire. Le P.S.U., dans son contre-plan, a énoncé les objectifs qui pouvaient être atteints quant à la progression des prestations si la production nationale était portée à son maximum et si une réforme fiscale était réalisée pour opérer une véritable redistribution des revenus.

En particulier, il s'est prononcé pour une augmentation des allocations familiales de 5 % en termes réels par an et la fixation à 300 F de la retraite minimale avant 1970.

Il estime que ces dépenses supplémentaires pourraient être couvertes par une augmentation de la fiscalité sur les revenus importants et sur le capital comme cela se fait dans la plupart des pays étrangers. Il propose que les forces de gauche abordent franchement le problème de la santé en France et du coût des soins en prenant pour base la nationalisation de l'industrie pharmaceutique et la création d'un service national de santé.

Le P.S.U. luttera donc avec ses partenaires et toutes les organisations syndicales, familiales et de malades pour l'abrogation des ordonnances, et il proposera qu'après avoir atteint cet objectif prioritaire, *un projet soit établi en commun pour le développement de la Sécurité sociale conformément aux grands principes de 1945.*

V. — Mais il est certain que ce développement ne pourra être assuré que si la responsabilité des décisions concernant la Sécurité sociale est effectivement confiée à la représentation nationale et aux élus de tous les assurés sociaux.

C'est dire que le P.S.U. refuse absolument la soi-disant *réforme institutionnelle* que des membres du gouvernement ont réussi à faire passer à l'occasion d'une opération financière.

La rupture de l'unité de la Caisse nationale et la création de trois caisses autonomes ne saurait être justifiée par le souci de bien connaître

les charges de chaque risque puisqu'une bonne comptabilité suffit à réaliser cet objectif, et que d'ailleurs le gouvernement publie chaque année dans les comptes nationaux des chiffres ventilés par objet qui n'ont jamais été contestés.

C'est donc pour préparer une réduction de certaines prestations que l'on a imaginé ce démantèlement. L'abrogation de cette disposition doit être obtenue. En même temps, le retour à l'unité des Caisses doit entraîner le retour à l'élection des administrateurs. Il serait normal que ces responsables soient élus sur la base la plus large, au suffrage universel, sur présentation des syndicats les plus représentatifs, par tous les assurés du régime général.

Pour l'immédiat, il faut au moins rétablir la situation antérieure aux ordonnances et reconnaître la qualité du travail de gestion des caisses qui n'est plus guère contestée que par ceux qui remettent en cause les principes mêmes de la Sécurité sociale.

VI. — Depuis 1945, le rôle de la Sécurité sociale, malgré ses insuffisances, a été décisif dans l'élévation du niveau de santé et de sécurité des Français.

Aujourd'hui, bien loin d'amorcer une régression, ce qu'il convient de faire est d'abord d'étendre la couverture des risques à tous ceux qui ne peuvent encore en bénéficier, d'élever rapidement l'équipement sanitaire et social, d'accroître les ressources des familles et des personnes âgées au moins aussi vite que pourrait le permettre le plein emploi des forces productives.

Ensuite, il sera nécessaire de tenir compte des risques nouveaux qui apparaissent dans une société économique en rapide développement. Il n'est pas imaginable que la croissance n'aboutisse qu'à une sécurité de consommation qui répartit ses biens d'une manière de plus en plus inégalitaire, et qui reporte sur certains travailleurs toutes les charges et tous les risques de cette évolution.

Résolution adoptée à l'unanimité.

□ Rentrée scolaire : un scandale diffus

En deux étapes, le quart de la population française rentre dans les cadres d'un enseignement pour une nouvelle année scolaire. Responsable de l'Education nationale, le gouver-

nement gaulliste se félicite régulièrement d'une telle performance. Cette satisfaction paraît bien indécente aux parents et aux maîtres, aux élèves et aux étudiants qui

éprouvent les conséquences de sa politique scolaire.

Avant mars 1967, le gouvernement se glorifiait d'avoir augmenté chaque année davantage le budget de l'*Education nationale*. Cet accroissement répondait à diverses pressions : développement démographique, prise en charge par l'Etat d'une part importante des charges municipales, aide à l'enseignement libre... Au moment où la population scolaire tend à se stabiliser (à cause d'une natalité plus constante, mais aussi d'une sélection accrue), la disproportion entre l'offre et la demande d'équipement s'atténue ; les retards ne sont pas comblés, mais le scandale est moins voyant. C'est pourquoi, en 1968, les élections passées, les crédits affectés à l'*Education nationale* augmenteront nettement moins qu'en 1967. Alors même que le budget général a été amputé de nombreux chapitres, la part relative de l'*Education nationale* tend à diminuer. (+ 8 % en 1967, mais seulement + 4,7 % en 1968). Le budget de 1968 offrira 16,5 % à l'enseignement, alors que la Défense nationale en recevra plus de 20 %. Classes surchargées, personnel qualifié trop peu nombreux, conditions matérielles archaïques, constructions reportées, traitements « stabilisés » : les revendications des syndicats d'enseignants et des associations de parents d'élèves sont négligées ou bafouées. Le nouveau ministre prétend dépenser mieux que son prédécesseur et faire « bonne chère avec peu d'argent ». En tout cas, ce n'est pas en réduisant à la portion congrue la part de l'*Education nationale* dans le budget qu'on résoudra la crise profonde de l'enseignement.

Le gouvernement s'est également vanté d'avoir réformé l'*Education nationale*. Il est vrai que la prolongation de la scolarité obligatoire, l'établissement d'un enseignement à base commune durant le premier cycle, le développement des enseignements techniques, le processus d'une orientation continue, l'adaptation du baccalauréat et de l'enseignement supérieur constituent d'importants sujets de réforme. En septembre 1967, on voit mieux comment le gouvernement a finalement choisi de les traiter :

— Après avoir longtemps retardé l'application de ses propres ordonnances, il crée des sections dites « d'*éducation professionnelle* » qui ne sont qu'une duperie et, en fait, confie à la bienveillance du patronat le soin d'assurer la *prolongation de l'enseignement obligatoire jusqu'à 16 ans*. Il met ainsi en cause la prise en charge de l'enseignement technique par l'*Education nationale*. Bien plus, contredisant toute l'évolution législative depuis la loi Astier de 1919, le gouvernement veut payer au patronat les moyens de développer

son profit, en offrant de larges exonérations fiscales et une main-d'œuvre à bon marché aux entreprises assurant cette formation professionnelle. La faiblesse de l'équipement en C.E.T. et les besoins de l'industrie conjuguant leurs effets, on verrait donc se constituer un double système de formation technique : l'un, étroitement lié aux entreprises, s'adresserait à la masse ; l'autre, ouvert à « l'élite » technique sélectionnée très tôt par l'enseignement, fournirait à l'Etat ou aux industriels les cadres dont ils ont besoin. Un tel divorce contredit toute volonté démocratique sur l'école qui suppose une base commune et un cadre commun pour des formations différenciées. Il entraîne également le progrès économique et social qui demande l'accroissement du niveau de formation, tant culturelle que technologique, de l'ensemble de la population.

— *Le développement des C.E.S.* aurait pu aboutir — si telle avait été l'intention du gouvernement — à instituer de véritables « écoles moyennes » ; certaines transformations administratives ont été obtenues, mais les seules réformes vraiment importantes, c'est-à-dire pédagogiques, n'ont pas été réalisées : divisions, rivalités même subsistent, dénaturant l'orientation, imposant en fait une sélection à base sociale au détriment des milieux ruraux et ouvriers. Faute de moyens matériels, faute de maîtres qualifiés en nombre suffisant, faute des réformes de programmes indispensables (en particulier pour assurer une formation scientifique digne de ce nom), le premier cycle s'adapte mal aux réalités actuelles. Même avec la meilleure volonté, les enseignants ne peuvent, à eux seuls, transformer profondément la nature d'un enseignement dont dépend aujourd'hui l'avenir social et professionnel de chacun.

— A tous les degrés, les critères qui servent à orienter les élèves correspondent à leur capacité de s'adapter à la mentalité et aux cadres scolaires. Or, il n'est pas évident que de telles dispositions d'esprit, liées aux conditions sociales ou psychologiques, préparent le mieux aux responsabilités économiques, politiques, culturelles que chacun est appelé à exercer dans la société. En l'absence d'une orientation démocratique, l'école cesse d'influer sur le progrès social, ce qui achève de condamner le système aux yeux de l'opinion.

— Contrairement aux affirmations officielles, le *système de sélection* n'a fait que se renforcer durant ces dernières années. Tel est le sens des différentes réformes du baccalauréat passées et à venir. La spécialisation, dès l'entrée dans l'enseignement supérieur, accentue encore le caractère sélectif du second cycle des lycées. C'est ainsi que pour fournir de bons esprits à la recherche, on transforme

le processus de formation scientifique en une course d'obstacles qui rejette dans le secteur dit « littéraire » ou « économique » et — très souvent — hors de tout enseignement secondaire, un nombre d'élèves de plus en plus important. Dans une société tout entière transformée par le développement technique et scientifique, de tels mécanismes conduisent à une déperdition générale de l'esprit scientifique qui retentit, à son tour, sur la valeur des spécialistes des différentes sciences. A l'injustice du système s'ajoute donc son absurdité.

Dans un enseignement de masse, c'est-à-dire susceptible d'être revendiqué par la plus grande masse, le maintien des procédés de sélection des élites entraîne un appauvrissement général de la formation, une sclérose de l'esprit des élèves qui doivent chercher hors de l'école les moyens d'exprimer leur personnalité, un grand malaise des enseignants à l'égard de leur profession et une inquiétude permanente des parents pour l'avenir de leurs enfants.

Un tel contexte enlève toute efficacité aux efforts pour introduire de nouvelles disciplines, aussi essentielles que l'économie par exemple, ou réformer certains programmes (histoire, mathématiques). Des sections sont créées avant même que les programmes en aient été définis, des matières sont proposées sans que les maîtres aient été formés, les allégements de programme sont improvisés au hasard de l'année, les projets des commissions de réforme sont négligés, mutilés ou déformés.

Avec les loisirs collectifs, la culture de masse, l'information radiotélévisée, l'expérience des élèves s'est élargie. Or, le contenu de l'enseignement ne permet pas aux élèves d'utiliser leur expérience ou de la critiquer de façon positive, grâce à une éducation adaptée. La contrainte scolaire, renforcée par la coupure entre l'enseignement et la vie, empêche le nécessaire renouvellement du rapport entre maître et élèves et entre élèves eux-mêmes. Rien ne vient soutenir la nécessaire coopération entre les parents et les maîtres dans notre système d'éducation. Ainsi l'école, le collège, le lycée dont notre société a besoin deviennent-ils « impossibles » au détriment de la formation des élèves et de l'équilibre des maîtres.

Pressé par les besoins économiques, obsédé par la centralisation et l'autorité administrative, le gouvernement a promulgué des réformes. Les faits suffisent à démontrer leur caractère illusoire ou réactionnaire.

— Toute réforme suppose un accroissement ou un renouvellement de la formation des maîtres : or, rien n'a été fait pour développer la formation universitaire ou pédago-

gique des instituteurs, la réforme du supérieur condamne les centres de formation des professeurs de C.E.G. et interdit leur évolution ; la licence d'enseignement, prévue d'abord en deux ans, finalement obtenue en trois ans (grâce à la pression syndicale), est offerte aux étudiants qui n'ont plus d'autre solution, la séparation entre licence et première année de maîtrise, dans les facultés de sciences contribue à déclasser l'enseignement secondaire en séparant arbitrairement formation des enseignants et initiation à la recherche. L'avenir des I.P.E.S. et des C.P.R. est compromis, seul est garanti l'avenir des concours les plus sélectifs. Il n'existe aucun moyen de formation permanente ou de recyclage pour les enseignants. Il n'existe pas non plus de moyen de promotion dans les différents types d'enseignement.

— A l'intérieur de l'*Education nationale*, la pédagogie continue d'être traitée comme un superflu, voire une incongruité. La recherche pédagogique voit diminuer ses crédits, l'expérimentation est découragée. La restriction du personnel éducatif, la négligence, le mépris où il est tenu mettent en cause l'encadrement pédagogique et disciplinaire des établissements.

— Le ministère répond aux pressions du moment, au détriment de l'avenir ou des besoins réels : les écoles maternelles sont ouvertes en trop petit nombre et au hasard, sans plan d'ensemble ; en milieu rural, la suppression d'écoles primaires crée des situations difficiles, parce qu'on ne favorise pas les regroupements de petites communes sur des bases démocratiques ; pour résoudre les problèmes de l'inadaptation scolaire, on crée des enseignements spéciaux sans prévoir un accueil suffisant et sans former le personnel nécessaire. Dans tous ces cas, il est vrai, le principal critère n'est pas le besoin social, mais la situation électorale des hommes du pouvoir.

La rentrée scolaire 1967-1968 n'a peut-être pas, pour l'opinion, les aspects catastrophiques des autres rentrées. Les scandales caractérisés sont moins nombreux. Le scandale s'est diffusé à travers tout l'enseignement du premier et du second degré, multipliant les malaises et les difficultés. L'enseignement français est malade. Le gouvernement gaulliste a prouvé qu'il n'était pas capable de le guérir. Seul un gouvernement de la gauche socialiste peut mener à bien la réforme démocratique de l'université dont le pays a besoin. Les socialistes doivent se préparer aujourd'hui à assumer leurs responsabilités : le P.S.U. ne manquera pas d'apporter sa contribution à la tâche commune. Il réunira les 1^{er}, 2 et 3 juin 1968 des Assises nationales sur l'enseignement pour dégager les orientations d'une réforme et en proposer les moyens.

Résolution adoptée par 41 voix contre 1 et 13 abstentions.



« ...à ma clameur de peuple estropié »

□ Poésie

L'Espagne : pas celle des touristes

Alain Echegut

L'automne agite ses feuilles mortes, un reste de soleil ranime le souvenir d'été, écho d'un tambourin du côté de l'Espagne — vocation touristique après *Mourir à Madrid*. On emprisonne pourtant à Bilbao, on fait la grève dans les mines des Asturias, mais le touriste fuit sur la route sans arbres, les vacances déjà, c'est l'oubli.

D'après l'œuvre du poète Miguel Hernandez (1) ; le photographe d'art Antonio Galvez (2) nous invite à découvrir une Espagne bien moins souriante. Ce n'est plus la Costa del Sol, mais le « Prado » à l'heure des conquêtes spatiales.

L'œil accusateur, le bras dénonciateur, le poète nous ramène vers l'originel, la Terre ! marque du sceau de nos souffrances, de nos joies et de nos absurdités. L'homme obsédé par la structure matérielle de la vie, face à sa désagrégation.

Visage rongé, le mineur émerge du trou noir de la société, qui l'engendre, l'exploite et le tue. Famille de paysans chassés de leur demeure, ne pouvant plus payer le loyer, le père étant mort. Le « Fils de la Paix », une jambe simplement...

« Sang, sang sur les arbres et les pavés,

sang sur les eaux, sang sur les murs et crainte que l'Espagne s'écroule sous le poids du sang qui suinte entre [ses trames jusqu'à mouiller le pain qui se [mange.] »

Espagne amputée, des milliers de touristes passent sans regarder l'enfant croquant une pastèque, ignorant les prisons d'ouvriers, d'étudiants et de prêtres — malgré le bel hommage de l'évêque d'Orence (3) au gouvernement franquiste pour sa « compréhension chrétienne ».

« Dans la vie j'ai deux choses, me dit Galvez : ma femme et mon art ! En Espagne, je pouvais gagner de l'argent, mais je n'avais pas la possibilité de travailler librement. Je ne fais pas de politique, je montre la vérité, la misère, contre l'oppression. C'est la politique de la gauche ! Alors, je suis à gauche... La photographie est un langage universel, comme doit l'être le cinéma — les hommes sont séparés par la barrière linguale, l'image et la musique pourront les réconcilier. »

Vingt-cinq ans après sa mort, le dernier cri de Miguel Hernandez résonne étrangement :

« Prêtez l'oreille à ma clameur de peuple estropié,

au « ay ! » de tant de misères, aux [plaintes de tant d'êtres lucides dévorés par [le deuil... »

Sur la route sans arbres, déjà c'est l'oubli. □

(1) Miguel Hernandez, arrêté à la frontière portugaise, est livré à Franco et meurt en 1942 dans la prison d'Alicante. (Dans la collection « Poètes d'aujourd'hui », chez Seghers.)

(2) Antonio Galvez, né à Barcelone en 1928, abandonne ses études d'ingénieur chimiste pour se consacrer à la photographie artistique. Une soixantaine de prix, dont le prix international « Orange d'Or », la médaille « Fermín Borras ». L'exposition s'est tenue pendant le festival d'Aubervilliers au mois de juin et au studio n° 10, rue Tholozé (17^e) jusqu'à la mi-octobre. Exposera ensuite à Francfort et à Prague.

En préparation, un livre photographique consacré aux poètes et écrivains de langue espagnole (Asturias, Carpentier, Valente, Vargas Llosa...).

(3) *Le Monde* du 24-8-67.

□ Théâtre

Qui est Lee Strasberg ?

Bernard Le Saux

Le 4 septembre, un séminaire d'Art dramatique s'est ouvert à la petite salle Firmin-Gémier du T.N.P. Ce stage de quatre semaines se présente comme un coup d'envoi particulièrement brillant à la saison théâtrale 1967-1968. Pour la première fois, en effet, le célèbre directeur de « l'Actor's Studio », Lee Strasberg, vient en France professeur les cours qui lui ont valu sa renommée mondiale.

L'événement est d'importance ; aussi, de même que Marylin Monroe au sommet de sa gloire n'hésite pas à venir assister, en tant qu'auditrice exceptionnelle, à quelques séances du « studio », des personnalités du théâtre et du cinéma français comme Madeleine Robinson, Jean-Luc Godard ou François Truffaut se sont inscrits au stage ou ont promis d'en venir suivre quelques cours.

Stanislavski l'ancêtre

Mais qui est, au juste, Lee Strasberg ? De son enseignement, il nous avertit lui-même : la « méthode » n'est pas une invention ni une nouveauté : nous ne faisons qu'appliquer les principes psychologiques et les habitudes de comportement sur scène tels que Stanislavski les a organisés et schématisés sous une forme utilisable (rapporté par Daniel Crohem, dans *Paris-Théâtre* n° 117) et Elia Kazan, autre professeur du « studio », renchérit dans une interview aux *Cahiers du Cinéma* : la « méthode » est, en réalité, le résultat d'un ensemble d'expériences communes à tous les acteurs. Stanislavski en a écrit une partie.

Nous voilà prévenus. D'ailleurs, qui pourrait prétendre créer à partir de rien ? Toute œuvre ou théorie peut s'expliquer, en partie du moins, comme la résultante d'un certain nombre d'influences. Pour mieux saisir ses conceptions, Strasberg lui-même nous invite à remonter assez loin, plus précisément aux alentours du début du siècle, en 1898, année où Constantin Stanislavski fonde le Théâtre d'Art de Moscou, jetant les premières bases d'une véritable révolution dans l'art dramatique, dont

les effets se font encore sentir aujourd'hui.

En 1923, le T.A.M. se produit à New York. L'année suivante, un comédien russe, Richard Boleslavski, puis une comédienne, Maria Ouspenskaya, viennent professeur à l'American Laboratory Theatre. Pour la première fois, les principes stanislavkiens sont diffusés à travers les U.S.A., de New York à Hollywood. Lee Strasberg et Harold Clurman sont parmi les premiers élèves des Russes. En 1931, les deux hommes, auxquels s'est jointe Cheryl Crawford, fondent le « Group Theatre », réplique pour les Etats-Unis du T.A.M. soviétique.

En 1947, Elia Kazan, qui est, lui, le principal disciple de Lee Strasberg, décide avec Cheryl Crawford de créer l'Actor's Studio.

Daniel Crohem, dans l'article déjà cité (il date de 1957), nous renseigne plus avant :

« Pour entrer à l'Actor's Studio, il faut avoir dix-huit ans au moins, et passer deux auditions, l'une devant Strasberg seul, l'autre devant Strasberg et Kazan. La décision des deux directeurs est dictatoriale : ils vous acceptent, ou non. En aucun cas n'entre en ligne de compte le fait que vous soyez déjà célèbre ou non, professionnel ou non. Strasberg et Kazan jugent sur un potentiel qu'ils devinent. Les cours sont gratuits (l'Actor's Studio est subventionné de multiples façons, et son indépendance financière est totale). Une fois accepté, un élève du studio garde cette qualité toute sa vie. »

Il faut souligner que Strasberg ne professa pas dès 1947 (ce fut tout d'abord Robert Lewis, un ancien du « Group Theatre », puis Daniel Mann) et il est significatif que ce soit avec son arrivée seulement que, d'une certaine manière, l'Actor's Studio entre dans la légende.

Jusqu'au 30 septembre, les privilégiés qui assistent au stage du T.N.P. pourront confronter cette légende avec la réalité, c'est-à-dire cette « méthode » qui a déjà formé James Dean, Marlon Brando, Carroll Baker, Montgomery Clift, Paul Newman et bien d'autres. □

C.P.N.

La révolte de la paysannerie française

Le régime gaulliste se flatte volontiers d'avoir compris la nature des profondes mutations techniques, économiques et sociales que subit l'agriculture, et d'avoir élaboré une législation qui permette à l'ensemble du secteur agricole de s'intégrer dans une économie moderne. Il a partiellement réussi à abuser les éléments les plus novateurs du monde rural en affirmant une politique de promotion et de consolidation des exploitations de taille moyenne, d'intervention sur le marché foncier et de défense de la coopération.

En fait, il a immédiatement vidé de tout contenu les timides réformes de 1960 et de 1962. A titre d'exemple : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural ont été confiées aux éléments qui s'étaient montrés les plus hostiles à leur principe. Leur capacité juridique a été très vigoureusement limitée et la faiblesse des moyens financiers qui leur ont été consentis en a fait des instruments inefficaces. Elles contribuent souvent à aggraver la spéculation foncière qu'elles sont censées combattre.

En réalité, la politique gaulliste en matière agricole tend à favoriser l'extension de la grande entreprise à base salariale. Elle accélère le processus d'intégration de certains secteurs de production, notamment dans l'aviculture et la viande de porc, par de grandes firmes capitalistes. Elle condamne à la misère, puis à la disparition, le plus grand nombre des paysans des régions de polyculture-élevage, au moment où ils tentent désespérément de se moderniser et de s'adapter à une économie de marché.

Certes, au cours des dernières années, un nombre croissant d'agriculteurs a pris conscience de cette évolution et a manifesté son opposition. Mais à l'absence de politique de structures et à la diminution en chiffres absolus et relatifs du revenu des paysans, le gouvernement a opposé un mot magique et efficace : l'EUROPE.

Les contraintes communautaires

Depuis 1962, les contraintes communautaires ont été mises en avant pour bloquer les principales revendications paysannes, notamment celles qui impliquaient une certaine planification, une réforme du droit de propriété de la terre ou un développement prioritaire de la coopération. Le gouvernement demandait aux paysans de ne rien faire qui

nuise à la construction de l'Europe verte. Celle-ci devait résoudre tous leurs problèmes, leur garantir des prix de vente plus élevés et l'écoulement de toute leur production.

Les dirigeants des grands lobbies céréaliers et betteraviers qui assuraient la représentation du syndicalisme agricole à Bruxelles ont entretenu soigneusement ce rêve. La pression de l'infanterie paysanne était nécessaire pour la réalisation d'un Marché commun qui satisfasse leurs intérêts. Les responsables professionnels imprégnés de l'idéologie des partis démocrates-chrétiens ont clamé à tous vents leur foi européenne sans trop se soucier des réalités économiques. Les jeunes agriculteurs ont pris conscience dès 1964 des dangers d'une telle politique mais ils n'en ont pas toujours dénoncé la nature et les effets avec une suffisante fermeté.

Mais, depuis le 1^{er} juillet 1967, l'heure de vérité a sonné. L'Europe agricole qui se met en place se traduit essentiellement par une augmentation considérable du revenu des betteraviers et des producteurs de blé, dont les productions sont excédentaires au niveau des six pays, et par une baisse non moins importante du revenu des autres agriculteurs, notamment de ceux qui produisent de la viande, pour laquelle la communauté est largement déficitaire.

Un plan conservateur

Cette politique correspond à un plan parfaitement cohérent mis au point et développé par les gouvernements conservateurs des six pays, approuvé par les gros agrariens qui dominent le Comité des organisations professionnelles agricoles à Bruxelles. Le but recherché est une industrialisation très rapide de l'agriculture qui en fasse une activité compétitive au niveau international. Pour atteindre cet objectif, la législation européenne favorise systématiquement l'agriculture technique, développée et encourage toutes les formes d'intégration des activités de production par les industries et le commerce des biens alimentaires. Ainsi, elle limite ses interventions à la fixation des prix et à l'organisation des marchés. Elle ne se préoccupe pas de l'aménagement des structures de production et de l'organisation économique des producteurs.

Le gouvernement français a toujours approuvé les orientations libérales de cette politique, qui correspond à celle qu'il conduit sur le plan national. L'Europe agricole lui per-



Faciliter la recherche dans la production fourragère.

Collombert

met d'enterrer définitivement les timides mesures qu'il avait dû prendre pour aider au développement des exploitations de petite et moyenne importances.

Le monde paysan vient de prendre brusquement conscience de la nature d'une politique que les dirigeants gaullistes et une partie de ses responsables professionnels lui cachaient jusqu'ici. Les manifestations qui se sont produites au cours du mois d'août traduisent la révolte de la majorité de l'agriculture française qui a le sentiment d'être sacrifiée par la politique agricole commune.

Le Parti Socialiste Unifié reconnaît la nécessité d'une transformation profonde de l'activité agricole et n'entend pas défendre des structures archaïques. Il a toujours préconisé un regroupement des exploitations dans le cadre de coopératives de production. Il oppose au modèle capitaliste de l'intégration de l'agriculteur par de grandes unités contrôlées par des capitaux bancaires, la solution coopérative qui permet, seule, de réaliser l'intégration de la production agricole dans l'économie moderne sans transformer les paysans en prolétaires.

Le soutien du P.S.U.

Aussi le P.S.U. apporte-t-il son soutien aux revendications des agriculteurs de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Centre qui luttent pour assurer la survie de leurs régions et qui demandent notamment :

- la reconversion des aides financières dont la plus grande va aux régions de grandes cultures par le canal du soutien des prix;
- l'égalisation des charges sociales

en fonction des revenus disponibles;

- la révision des conditions d'attribution des prêts du Crédit Agricole;
- l'orientation de la recherche en faveur de la production fourragère;
- un large accès au système de la T.V.A. avec forfaits pour obtenir le remboursement des charges fiscales pesant sur leurs achats et leurs équipements;
- aides spécifiques aux organismes de types coopératifs pour les inciter à se regrouper en unités d'une importance suffisante, alors que le gouvernement s'efforce, dans le cadre des ordonnances, de démanteler le mouvement coopératif.

Le Parti Socialiste Unifié demande un renversement de la politique des prix telle qu'elle a été définie à Bruxelles. Les prix d'orientation et de soutien qui favorisent les céréales dans les régions riches de l'Europe du Nord aux dépens de la polyculture et de l'élevage doivent être revus.

Toutes les productions doivent bénéficier d'un système de soutien, notamment celles des fruits et légumes, et du porc, qui représentent l'essentiel du revenu d'un très grand nombre d'exploitations moyennes.

Le P.S.U. entend rechercher, avec les représentants de toutes les régions agricoles où ne domine pas la grande exploitation, la définition d'une Europe qui ne soit pas celle des grands trusts industriels et alimentaires, et qui corresponde à ses objectifs.